

Une nouvelle étude montre que les objectifs de Beijing concernant les femmes en politique ne sont toujours pas atteints

New York/Genève, le 3 mars 2010 - N° 336

Si l'on fait le bilan de la représentation des femmes dans la vie politique aujourd'hui, il n'y a pas de quoi s'extasier. Quinze ans après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing, il y a certes eu des progrès dans les parlements et les gouvernements, mais l'objectif de parité est encore loin d'être atteint dans de trop nombreux pays. Selon les termes employés par le Secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP), Anders B. Johnsson, « Certes, les choses se sont améliorées, mais absolument pas autant que nous le voudrions ».

Telle est la principale conclusion d'une nouvelle étude sur les avancées et reculs des femmes dans les parlements que publie l'UIP. Cette enquête sort en même temps que *Les femmes en politique : 2010*, planisphère produit en coopération avec la Division de la promotion de la femme de l'ONU, montrant le nombre de responsables politiques femmes par pays et par région.

Parlements

Début 2010, la moyenne mondiale de femmes dans les parlements était de 18,8 %, contre 11,3 % en 1995, ce qui équivaut à une progression de 0,5 point par an. Mme Rachel Mavanja, Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la problématique hommes-femmes et la promotion de la femme, a relevé que le Conseil économique et social de l'ONU avait établi un objectif de 30 % de femmes aux fonctions dirigeantes qui devait être atteint en 1995. « Nous sommes à des lieues de cet objectif, mais nous sommes déterminés à mener à bien le programme établi à Beijing. Nous ne pouvons nous permettre de prendre davantage de retard dans les mesures concernant les objectifs d'égalité des sexes, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes en politique ».

Si, d'une manière générale, les progrès sont lents, certains pays avancent à un rythme plus soutenu que d'autres. Les chambres parlementaires à avoir atteint l'objectif des 30 % sont désormais au nombre de 44 (soit 16,7 %), dans 38 pays, soit six fois plus qu'en 1995, où seules sept chambres réparties dans sept pays avaient atteint cet objectif. Les chambres comptant plus de 30 % de femmes sont diverses et variées. Elles sont 16 en Europe, 13 sur le continent américain, 11 en Afrique, et quatre dans la région Asie-Pacifique. A l'autre bout du spectre, le nombre de chambres comptant 10 % de femmes ou moins a diminué de plus de moitié, passant de 62 % en 1995, à 27 % aujourd'hui.

Néanmoins, il est indéniable que l'émancipation des femmes en politique demeure difficile dans toutes les régions. Plusieurs parlements n'ont jamais compté qu'une poignée de femmes et le nombre de chambres ne comptant pas la moindre femme n'a pas tellement diminué (elles étaient 13 en 1995 et sont encore 10 aujourd'hui). L'augmentation du nombre de femmes aux fonctions dirigeantes au Parlement a été beaucoup plus lente que l'accès au Parlement lui-même. Malgré une progression depuis 1995, où elles étaient 24, début 2010 on ne dénombre toujours que 35 femmes à la tête de chambres parlementaires.

Fonctions ministérielles

En ce qui concerne les femmes au sein de l'Exécutif et les femmes chef d'Etat, dans l'ensemble, les progrès sont encore plus lents qu'au Parlement. Comme le montre la Carte mondiale des femmes en politique, il n'y a que neuf femmes sur 151 chefs d'Etat élus (soit 6 %), en 2010. Elles étaient huit en 2005.

En moyenne, les femmes détiennent 16 % des portefeuilles ministériels. En tout, 30 pays comptent plus de 30 % de femmes au sein de l'Exécutif, à commencer par le Cap-Vert, l'Espagne, la Finlande et la Norvège, où elles représentent plus de 50 % du gouvernement. Inversement, le nombre de pays sans femme au gouvernement a augmenté, passant de 13 en 2008, à 16 en 2010. Les premiers pays concernés sont ceux de la région arabe, des Caraïbes et les îles du Pacifique.

Par rapport à 2008, on note toutefois une diversification des portefeuilles confiés aux femmes, bien qu'elles détiennent toujours principalement les portefeuilles touchant aux affaires sociales, à l'enfance et à la jeunesse, à la condition de la femme et, de plus en plus, à l'environnement.

On trouvera des informations détaillées sur la page web :

<http://www.ipu.org/splz-f/csw10.htm> .

Fondée en 1889 et établie à Genève (Suisse), l'UIP, doyenne des organisations politiques internationales, rassemble plus de 150 parlements nationaux et huit assemblées régionales associées. L'organisation mondiale des parlements dispose également d'un bureau à New York en tant qu'Observateur permanent auprès de l'ONU.

Contacts:

A Genève: Mme Luisa Ballin, Chargée de l'information. Tél. : ++41 22 919 41 16, Courriel : lb@mail.ipu.org et cbl@mail.ipu.org

A New York: Mme Julie Ballington, Chargée de programme, Programme du partenariat entre hommes et femmes. Tél. : ++1 202 557 58 80; Courriel : jb@mail.ipu.org

Site web de l'UIP: www.ipu.org